



*Fonds de solidarité
Indonésie
Mission à Palu
15-21 juin 2019*



Séisme en Indonésie : bord de mer, Palu

Retour sur la catastrophe

L'Indonésie est un archipel de 17 000 îles et îlots formé par la convergence de trois grandes plaques tectoniques (indo-pacifique, australienne et eurasienne), et se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, zone de forte activité sismique.

C'est ainsi que le vendredi 28 septembre, un séisme de magnitude 7,5 a fait trembler la ville de Palu et sa région, l'île de Célèbes. Un tremblement de terre plus puissant encore que la série qui a frappé l'île de Lombok, en août dernier. En effet, cette dernière avait été touchée par un séisme de magnitude 6,4 ; des séismes, qui n'ont eu de cesse que de secouer l'île, puisque on a compté 797 répliques.

Cette fois, l'épicentre du séisme était situé à 78 kilomètres au nord de Palu, et a été ressenti jusque dans le sud à Makassar, la capitale de l'île de Célèbes. La terre a aussi tremblé sur l'île voisine de Kalimantan, de l'autre côté du détroit de Makassar.



Peu après le séisme, un tsunami s'en est suivi, frappant la côte proche de Palu : une vague destructrice comparable à un mur de béton. La région a elle aussi été victime d'une centaine de répliques du séisme.

Des quartiers entiers ont été balayés par des torrents de terre, après que le séisme et le tsunami aient fait rage. En effet, le séisme a provoqué un phénomène destructeur appelé la liquéfaction des sols : la liaison entre le sable et les grains de limon qui composent le sol devient plus lâche, ainsi de l'eau souterraine jaillit à travers les fissures et sa pression s'accroît du fait des fortes secousses. Les maisons sont alors avalées par la terre devenue liquide. En plus d'amplifier les dégâts matériels, ce phénomène va compliquer la reconstruction sur ces terres endommagées.

- *Bilan matériel*

65 000 maisons ont subi des dommages, dont environ 10 000 maisons ont été entièrement détruites par le tsunami. De plus, 15 000 maisons ont été gravement endommagées par le séisme.

Environ 80.000 personnes ont été déplacées par cette catastrophe naturelle.

Autre conséquence du séisme et du tsunami, des glissements de terrain et des infrastructures endommagés qui ont coupé la communication pendant plusieurs jours à Palu et Donggala. Tout ceci a causé des problèmes en termes d'accès et de logistique.

- *Bilan humain*

Le bilan humain est très lourd : plus de 8 000 morts.

- *Communauté internationale*

La communauté internationale s'est investie dans les opérations d'urgence : l'Australie a par exemple annoncé son aide, a débloqué 5 millions de dollars et a dépêché une équipe médicale dans les zones touchées. Penny Mordaunt, Secrétaire d'État britannique au Développement international, a elle aussi annoncé un engagement du Royaume-Uni avec une aide de 2 millions de livres, ainsi que la dépêche d'une équipe d'experts pour travailler en partenaire avec les autorités indonésiennes.

Concernant la France, elle s'est engagée à répondre aux besoins précis et détaillés exprimés par les autorités indonésiennes, qui insistent sur les besoins matériels. Le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères ont organisé l'envoi du fret humanitaire et de personnels dans la région sinistrée, dont 43 pompiers sauveteurs de la sécurité civile et des agents du ministère de l'Europe et des

affaires étrangères. Ce fret humanitaire comportait une unité lourde de traitement de l'eau, fournie et opérée par la sécurité civile du ministère de l'Intérieur. Elle a été déployée dans la région de Palu, pour fournir de l'eau potable à 80 000 personnes par jour et couvrir ainsi près de la moitié des besoins totaux en eau potable exprimés par les autorités indonésiennes.

Elle se composait également de 18 générateurs fournis par Electriciens sans frontières et le Centre de crise et de soutien du ministère, ainsi que d'unités de potabilisation fournies par la Fondation Veolia et la Fondation Suez-Aquassistance.

Les actions de Cités Unies France

Comme indiqué par Mr Lowcock, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, le Gouvernement indonésien est expérimenté et bien équipé pour gérer les catastrophes naturelles, mais il va de soit que la complexité de la situation actuelle et l'ampleur des dégâts nécessite une aide extérieure.

Le mois de septembre Cités Unies France était en mission en Indonésie, dans le cadre du congrès d'ASPAC. En effet, Cités Unies France coopère avec ASPAC, la section Asie-Pacifique de CGLU (Cités et Gouvernement Locaux Unis). Cette mission a permis de rencontrer des partenaires et d'envisager avec eux les projets à mettre en place concernant notamment la Réduction des Risque de Catastrophes.

Dans ce contexte Cités Unies France et CGLU ont lancé un appel à la solidarité parmi son réseau de collectivités pour apporter une aide, dans la phase de réhabilitation à des collectivités en Indonésie. Ce compte est à la disposition des collectivités françaises qui souhaitent faire un don ou s'engager aux côtés de Cités Unies France pour une aide à la reconstruction.

Les collectivités françaises donatrice qui composent le comité de donateurs

Un Montant d'environ 140.000 euros a été collecté grâce aux dons des collectivités françaises

Nantes Métropole
Fos sur Mer
Cambo Les Bains
Toulouse Métropole
Gentilly
Choisy le roi
Fosses
Issy les Moulinaux
Nanterre
Grenoble
Etrépagny
Douai
Seine Eure
Saint Oyen
Bruyère
Conseil de la Métropole du Grand
Nancy
Département de la Meurthe et
Moselle

Département de la Marne (en
cours)

Commune nouvelle d'AY-
Champagne
Vaulx-en-Velin
Orvault
Talaudière
Bourg Saint Maurice
Département de la Loire
Atlantique
Saint Herblain
UC.C.A.S DE SOCHAUX
Roussas
Arcueil
Autun
Villetaneuse
Amilly
Rezé

L'Initiative de Cités Unies France haussée au niveau mondial via CGLU

Cités Unies France, via le groupe de travail de CGLU « Prévention et gestion territoriales des crises », présidé par la ville de Genève et piloté par CUF, a proposé de diffuser l'appel à la solidarité à tout le réseau mondial afin que d'autres partenaires de Cités Unies France participent à cette démarche de solidarité.

Un communiqué conjoint a ainsi été diffusé largement dans tout le réseau mondial (voir ANNEXE 1).

La mission de Cités Unies France

Du 14 au 21 juin 2019 Cités Unies France a organisé, en partenariat avec la Région Asie Pacifique de CGLU (Cités et Gouvernements locaux Unis) et la ville de Surabaya. Fanny Sallé, vice-présidente du département de la Loire Atlantique pilotait la mission.

Termes de référence de la mission

Construire une Alliance Gouvernementale Locale pour la Résilience dans la Ville de Palu

Date	15 - 21 Juin 2019
Ville	Palu, Indonésie

Contexte

Durant ces dernières années, le nombre de désastres naturels et de crises humanitaires a continué à progresser dans le monde et notamment la région d'Asie-Pacifique. Celle-ci est la région ayant connu le plus de désastre dans le monde, comptant 71% des personnes décédées suite à des désastres naturels en 2015.

Les catastrophes naturelles affectent aujourd'hui quatre fois plus les peuples de cette région qu'en Afrique, et 25 fois plus qu'en Europe. Un facteur majeur à cette situation est sa situation géographique. Les mouvements des plaques tectoniques dans le Pacifique et l'Océan Indien y sont très importantes, et ont été la cause de nombreux tremblements de terres et tsunamis. Le bord Ouest de l'Océan Pacifique très étendue, et son eau de température chaude sont à l'origine de nombreuses tempêtes tropicales qui atteignent les côtes de Chine, des Philippines, du Japon, de la Corée et du Vietnam.

En 2013, le Time Magazine a rapporté que l'Asie du Pacifique est la région la plus exposée du monde aux tempêtes tropicales. La même année, la tempête tropicale la plus meurtrière qui y ait été enregistrée est Yolanda dans les Philippines, ayant provoqué environ la mort d'environ 10 000 personnes en 2013.

Le tsunami de 2004 dans l'Océan Indien a touché plusieurs pays dans la région de l'Asie du Pacifique, causant de nombreuses victimes estimées à 230 000. Le 28 septembre 2018, un séisme de magnitude 7,5 a frappé le centre de la province de Sulawesi située en Indonésie. Ce qui eu pour conséquence d'entraîner un tsunami et des glissements de terrain provoquant des destructions généralisées de terres et d'infrastructures, et le décès de 3000 personnes.

Partenariat de Ville-à-Ville destiné aux besoins humanitaires

Cités et Gouvernements Locaux Unies d'Asie-Pacifique (CGLU ASPAC) a été activement impliquée dans la Réduction des Risques de Catastrophe (disaster risk reduction : DRR) depuis 2004 à travers l'implémentation localisée du Hyogo Framework (2005-2015) et du Sendai Framework for Disaster risk Reduction (SFDRR) 2015-2030.

Les efforts de la CGLU ASPAC sont destinés à accentuer l'implication des gouvernements locaux dans la DRR et construire une résilience parmi les gouvernements locaux en appliquant le UNISDR Making Cities Resilient Campaign (MCR).

A travers les partenariats de Ville-à-Ville, les villes sont capables de partager des expériences entre elles, tout en ayant accès à une maîtrise des outils politiques sensibles aux risques et à un développement urbain favorable aux personnes en situation de pauvreté. Tandis que les autorités des métropoles et complexes urbains attirent plus l'attention du fait de leur risque élevé de concentration, les autorités locales et régionales ont un rôle tout aussi important à jouer dans les petites et moyennes villes, villages et centres ruraux.

Il est largement reconnu que les gouvernements locaux sont dans la meilleure position pour réduire les risques de désastre dans leurs zones locales de par leur familiarité et auxquelles elles en ont parfois la responsabilité. Notamment en ce qui concerne leur expérience de prise en charge des risques, et de la même façon les ressources et opportunités possibles pour identifier et gérer ces risques, incluant la gestion des secours/aides au désastre.

Le Rôle des Gouvernements Locaux dans les Aides Humanitaires.

La Réduction des Risques de Catastrophes (DRR) humanitaire au niveau local gagne en élan et en nouveauté. Des initiatives innovantes sont débutées afin d'impacter la manière des individus sur leur façon d'aborder les problèmes relatifs aux risques de désastre. Un des moteurs principaux à la prise en charge et à l'aide des villes et par le don de ressources (fond direct, ou autre).

La CGLU ASPAC, la Task Force de CGLU pour la Prévention et la Gestion Territoriale des Crises, présidée ensemble par la ville de Genève et Cités unies France avec leurs partenaires internationaux, ont lancé un appel à la solidarité parmi leurs membres. Les fonds levés sont attribués dans un seul fond de la CGLU. Un comité de pilotage composé de donateurs a été créé afin de décider des activités à mettre en place. Par ailleurs, nous organisons le programme post catastrophe pour la Ville de Palu en Indonésie intitulé "Construire une Alliance Gouvernementale Locale pour la Résilience dans la Ville de Palu" ("Building a Local Government Alliance for Resilience in Palu") en tant que processus de reconstruction post catastrophe naturelle.

Ainsi, la Ville de Palu cherche à:

- a. Assurer un espace sécurisé pour les individus en cas d'urgence ou de désastre (tsunami et séisme)
- b. Aider à construire le système de prise de conscience à travers des mesures préventives (mesures d'atténuation et de préparation aux catastrophes dans la ligne du Sendai Framework).

- c. Assurer le programme de renforcement des capacités de construction du personnel des gouvernements locaux
- d. Aider les gouvernements locaux à se reconnecter avec les multiples parties prenantes en fournissant des facilités de communication

Résultats attendus

A la fin du programme :

- a. La Ville de Palu dispose d'un espace public ou d'un centre communautaire en cas d'urgence (tsunami et séisme)
- b. Le Gouvernement de la Ville de Palu est en capacité d'identifier les besoins et à devenir plus résiliente
- c. La Ville de Palu peut utiliser les outils opérationnels du Sendai Framework pour développer ou renforcer son plan d'action ou sa DRR strategy

Date et Participants

17-21 juin 2019, Villes indonésiennes de Surabaya et de Palu

Participants :

CGLU ASPAC :

- 1. Maire de Surabaya (Indonésie), Tri Rismaharini (Présidente de la CGLU ASPAC)
- 2. Dr. Bernadia Irawati Tjandradewi (Secrétaire Générale)
- 3. M. Helmi Abidin (DRR/Coordinateur de la Résilience)

CGLU CUF :

- 1. Fanny SALLE, vice-présidente département de la Loire Atlantique
- 2. Simoné Giovetti (CGLU CUF)

Agenda :

Date	Agenda	Location
17 Juin 2019	Arrivée à Surabaya/Jakarta	
	Réunion avec CGLU ASPAC Président	Surabaya City Hall UCLG ASPAC
18 Juin 2019	Départ vers Palu City	
19 Juin 2019	Réunion avec la maire de Palu (DRR support	TBA
	Visite des zones touchées par les tsunamis et séismes	TBA
20 Juin 2019	Départ de Palu vers Jakarta	TBA

Rapport de mission

La mission ans la ville de Palu, en Indonésie du 18 au 20 juin 2019, dirigé par le président-maire de CGLU ASPAC M. Tri Rismaharini de Surabaya et le Secrétaire Général de CGLU ASPAC le Dr. Bernadia Irawati Tjandradewi, et avec la participation des représentants de Cités Unies France (CUF) Mme. Fanny Salle et M. Simone Giovetti. Les délégations invitées ont ainsi élargit la solidarité globale auprès du Maire Hidayat de la ville de Palu. Accueillant la délégation avec la plus profonde gratitude dans le Bureau de l'Hôtel de Ville de Palu.



La rencontre a permis de se mettre d'accord pour optimiser les fonds collectés afin de fournir un support non seulement technique mais aussi renforcer les capacités de construction en se focalisant sur la résilience et l'efficacité d'un système d'alerte précoce. La délégation s'est saisie de l'opportunité pour écouter les récits de la population locale et a été impressionnée par leur courage malgré la catastrophe humanitaire.

Jour 2 – 17 Juin 2019 – Rencontres de Coordination avec Surabaya (Président CGLU ASPAC - Ibu Risma) & CUF

Le premier point de l'agenda avant de rencontrer le Maire de Surabaya était de visiter les espaces publics créés par la ville de Surabaya dans l'objectif de créer un environnement résilient et combattre contre la pollution. La visite a démarré en visitant le Parc de Keputih Harmony, qui est un ancien parc d'élimination des déchets. L'existence d'espaces publics par la présence de parcs, au nombre total de 390 a également permis de réduire significativement la température de la ville, dont un était l'ex-incinérateur de Keputihan en Surabaya.



Jour 2 – 17 Juin 2019 – Rencontres de Coordination avec Surabaya (Président CGLU ASPAC - Ibu Risma) & CUF

Le premier point de l'agenda avant de rencontrer le Maire de Surabaya était de visiter les espaces publics créés par la ville de Surabaya dans l'objectif de créer un environnement résilient et combattre contre la pollution de la ville. La visite a démarré en visitant le Parc de Keputih Harmony, qui est un ancien parc d'élimination des déchets. L'existence d'espaces publics par la présence de parcs, au nombre total de 390 a également permis de réduire significativement la température de la ville, dont un était l'ex-incinérateur de Keputihan en Surabaya.



La délégation a été invitée ensuite à visiter le Centre de Commande 112 (CC 112) au Siola Building. Le Maire de Surabaya (Mme Risma) a expliqué que les moniteurs de CCTV pouvaient contrôler les objets vitaux de la ville, incluant les pompes à eaux, le trafic, les universités, aires de résidence et autres installations et services. En fait, le Maire Risma a expliqué comment gérer les conditions d'urgence dans la ville.



La délégation de CUF et CGLU ASPAC a pu visiter le corridor du Siola Building qui est un espace de co-travail pour la jeunesse de Surabaya afin de rassembler, étudier et créer une start-up. La délégation a également eu le temps de discuter avec un des fondateurs de la start-up qui a développé les applications. Dans l'après-midi, la délégation a effectué une rencontre de coordination avec le Maire dans son bureau à l'hôtel de ville. Nous avons discuté du projet de soutien à la ville de Palu pour se redresser face aux désastres et à son processus de réhabilitation. L'Association des Gouvernements de Ville en France et la CGLU ASPAC et le Gouvernement de la ville de Surabaya nécessitaient une synergie afin d'aider la ville de Palu face aux besoins de reconstruction en période post-séisme et tsunami. CUF et la CGLU ASPAC ont appris que le Gouvernement de la ville de Surabaya ont délivré une aide directe à la ville de Palu.

Le Vice-Président de la Province de Loire Atlantique et représentant de CUF, Mme Fanny Salle, a pu présenter les objectifs de la mission. Il sera discuté de comment identifier les besoins et lacunes afin d'aider au processus de réhabilitation plus rapidement dans Palu.

Jour 3 – 18 juin 2019 (Départ vers Palu)

Départ de Palu depuis Surabaya

Arrivé à Palu, nous avons visité les lieux ayant été affectés par le tsunami et le séisme, spécialement la zone côtière qui est, comme cela est vu, selon la BPBD (Local Disaster Management Agency / Agence Locale de Gestion des Désastres), la zone la plus détruite de Palu dans la part Ouest de la ville due à sa proximité avec la faille de Palu-Koro.





La seconde visite était dans le village de Balairoa, une des aires affectées par la liquéfaction et, selon la BPBD, il y avait 7000 personnes qui y vivaient, avec un total approximatif de 600 personnes tuées, et des centaines de disparues ou enfouies.



Nous avons eu la chance de visiter deux refuges temporaires dans le village de Balairoa à Palu. Il y a 25 unités d'habitation fournies par des fondations privées (Fondation de Kalla) et le Ministère des Travaux Publics (PUPR).

Visite d'un camp des déplacés

Selon le leader de la communauté des réfugiés, chaque chambre héberge 4 ou 5 personnes en moyenne. La plupart des individus ont vécu dans le refuge durant plus de 6 mois et luttent pour se rétablir économiquement (chômage). Nous avons découvert un manque de drainage, de support d'eau suffisant, et de toilettes. La plupart des réfugiés sont toujours en attente d'allocations en espèces du Gouvernement Central qui sont prévues d'être données cette année



Jour 4 – 19 Juin 2018 – Visite de Palu pour le Soutien Post-Reconstruction et Construire une Alliance de Gouvernements Locaux pour la Résilience des Villes

En dehors des infrastructures physiques, le Maire de Surabaya a envoyé plusieurs équipes de réponses aux désastres à Palu et aux aire avoisinantes quelques semaines seulement après le désastre.

De plus, l'assistance directe a expédié l'équivalent d'approximativement 14 conteneurs. Le Maire de Palu, M. Hidayat a exprimé sa plus grande gratitude concernant l'aide que la ville de Palu a reçu de Surabaya et le soutien futur de CGLU ASPAC et de CUF également. Il est ouvert pour recevoir toute assistance pour la réhabilitation. Le Maire de palu a partagé le plan général post-désastre pour le développement des aires urbaines et la l'installation d'habitations permanentes.

Au total, il y a 1 165 hectares fournis pour les aires d'implantations urbaines post-désastre dans Palu, incluant 600 hectares de logements permanents séparés dans trois différentes locations. En première période, la Fondation de Buda Tzu Chi construira 2000 unités de logements permanentes et plusieurs parties prenantes (Gouvernement Central et autres ONG) construiront 2500 autres unités de logement. La ville de Palu va allouer leur budget (400 milliards de roupies – 30 Millions de dollars US) pour soutenir les infrastructures à l'aire de résidence permanente : comme des routes pavées, le drainage, aide de captage d'eaux, marchés, espaces verts, etc. En addition, le Maire de Palu, le processus de réhabilitation priorisé est de fournir des habitations permanentes incluant des infrastructures utiles au quotidien et le support économique afin de restaurer les moyens de subsistance, en accord avec le plan général qui a été mis en place par le gouvernement jusqu'en 2020.



Types de besoins	Enquête initiale	Gouvernement ville de Palu	Observation de terrain	Nombre
Logistique	Logistiques et gestion de l'inventaire, gestion des réfugiés	Pas mentionné clairement, selon les besoins temporaires	Manque de services d'eaux dans les refuges temporaires, besoins basiques (alimentation quotidienne selon l'aide), bateaux pour pêcheurs	5500 habitations permanentes devant être construite, mais pas de nombre exact pour les capacités d'eau
Early Warning System (EWS)	Early warning system pour tsunami Evacuation et signes de zone rouge	Il y a 2 EWS pour les tsunamis et séismes mais ça n'a pas marché	Pas de signe pour l'évacuation des routes pour les citoyens et il existe des signes pour le tsunami	Pas de données en regard des signes d'évacuation dans la ville
Environnement	Pas mentionné	Plantation d'arbres afin de protéger le littoral et les plages	Plantation d'arbres de pins comme barrières naturelles	4 km le long de la plage de Palu
Infrastructures	Infrastructure sociale (éducation, santé et religion, implantation)	Logements temporaires, habitations permanentes, écoles, petits centres pour les entreprises	Habitations permanentes, , mosquées, églises, centres de santé, marchés traditionnels, petites boutiques, approvisionnement en eau, drainages, irrigation	386 écoles, 57 centres de santé, 42864 unités de logements (unités), 1 grande mosquée, 3 marchés traditionnels
Capacités de développement et autres	Plans d'urgence selon le type de désastre, cartographie des lieux exposés à des désastres, formation aux désastres par des simulations	Gestion de l'aide, exercices d'évacuation lors de désastres	Exercice d'évacuation, test des early warning system, formation de pair à pair, post-désastre et plan DRR	1 parc forestier dans la ville (zone verte)

RÉSUMÉ DE LA MISSION

La visite de terrain et la Rencontre de Coordination avec le gouvernement de la ville de Surabaya a été successivement organisée et a impliquée les points suivants:

- Aider les individus affectés économiquement (construire un centre culinaire, marché traditionnel, fournir 50 navires en bois)
- Construire des résidences permanentes (11 habitations)
- Réparer les écoles endommagées, centre de santé communautaires, et besoins basiques
- Aider à créer des infrastructures pour le traitement des eaux

La CGLU ASPAC va se coordonner avec le gouvernement national (BNPB, Ministère des Affaires Intérieures) afin de procéder aux donations dans Palu. La post reconstruction sera donnée à l'un des ministères techniques pour un système d'inscription et de maintenance.

AGENDA

- Rédaction du MoU entre CGLU ASPAC et CUF
- Rédaction d'un MoU entre CGLU ASPAC et BNPB,
- Coordination avec le gouvernement de la ville de Palu et le BPBD pour le projet de préparation (Juillet-Août 2019)

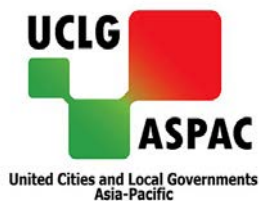
Soutenir CUF sur la préparation de la vidéo de la mission de terrain vidéo et sa publication pour le Congrès de la CGLU en 2019 à Durban (Août – Octobre)

Sondage auprès des autorités de Palu et de la population

No	Question	Réponse
1	Outre les séismes et tsunamis, quels type de désastre est le plus à même de se produire dans le future dans la ville de Palu?	Inondations, crues éclair, forêts et incendies de terres, sécheresses, érosions, corrosions et glissements de terrains
2	Quels sont les trois principaux défis du gouvernement de la ville de Palu lorsqu'il fait face à des conditions d'urgence humanitaire (séisme, tsunami)?	Relier coordination institutionnelle et sa consolidation, logistiques et gestion des stocks, gestion des réfugiés
3	Dans une situation d'urgence, la ville possède-t-elle un système rapide d'avertissement (Early Warning System, EWS)? Si oui, peut-il fonctionner et atteindre correctement les résidents?	Oui, il y a un BMKG 1 unit EWS et un EWS tsunami. Le système permet lors d'une catastrophe de rassembler les résidents de la ville de Palu.
4	Est-ce que le gouvernement de la ville de Palu possède des actifs / emplacements (terre vacante ou bâtiment à la propriété du gouvernement) qui peuvent être utilisés en temps que place publique pour les résidents lors d'une urgence? Si c'est le cas, combien?	Il y a 4 emplacements de terres vacantes appartenant au gouvernement de la ville de Palu en tant qu'emplacement d'évacuation selon le PERDA RTRW, qui peut s'accommoder jusqu'à 30000 réfugiés. Pour les bâtiments du gouvernement municipal, Palu est inadéquate et inefficace car dangereux pour les réfugiés.
5	Après le séisme et le tsunami qui ont frappé la ville de Palu en 2018, quelles installations publiques seraient efficaces afin de développer une prise de conscience accrue et le rôle de la communauté avec le gouvernement dans la réduction des risques de désastre?	Un EWS efficace pour les tsunamis fulgurants, inondations / crues éclairs, glissements de terrains, signes d'évacuation, signaux de zone rouge et zone sécurisées en cas de désastre, feuille de route d'évacuation, digues côtières et

		liquéfaction
6	Après le séisme et le tsunami de 2018, quels types d'assistance ont été reçus par le gouvernement de la ville de Palu et le public? Y-a-t-il une assistance directement des gouvernements de villes étrangères?	Equipements et logistiques, renforcement des capacités des dispositifs existants et de la société, fonds humanitaires, subsistances, infrastructures sociales, éducations, santé et religion, établissements. Nous n'avons pas encore reçu d'assistance de gouvernements de villes étrangères.
7	Quelles activités destinées à l'entraînement sont privilégiées par le gouvernement de la ville de Palu afin d'améliorer la capacité du dispositif de préparation aux désastres et à la réduction des risques?	La préparation aux urgences du Groupe de Réaction Rapide (The Preparedness of The Rapid Reaction Team (TRC)) par l'entraînement, le forum d'entraînement de la communauté DRR, l'entraînement à la gestion de désastres, de projets face à un désastre (Plans de Gestion de Désastre, Plans d'Action Régionale, Plans d'Urgence selon le type de désastre, cartographie des lieux propices à des désastres, entraînement à la simulation de désastre).

ANNEXE 1 : Appel à la solidarité internationale



Objet : Appel international à la solidarité avec l'Indonésie

Un projet commun des autorités locales aux autorités locales pour reconstruire une ville résiliente affectée par une crise

Madame, Monsieur,
Chères et chers collègues,

Moins de deux mois après le tremblement de terre meurtrier qui a frappé l'île indonésienne de Lombok, un autre a frappé l'île de Sulawesi le vendredi 28 septembre 2018, provoquant un tsunami. Au moins 1400 décès sont à regretter et le nombre de morts devrait augmenter dans les prochains jours.

Selon l'Agence indonésienne de gestion des catastrophes (BNPB), des dizaines et peut-être même des centaines de victimes sont toujours coincées sous les décombres. Les autorités et les ONGs sont particulièrement préoccupées par la situation dans la région de Donggala, plus au nord de la ville de Palu, la municipalité la plus touchée par la catastrophe.

La section régionale Asie-Pacifique (ASPAC) de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a procédé à une première évaluation des besoins de la population : pétrole, essence, eau potable, personnel médical, médicaments, hôpitaux de campagne, tentes, bâches, couvertures, réservoirs d'eau, aliments, équipement d'éclairage, générateurs, cuisines publiques, sacs pour cadavres, repas pour bébés et enfants. Nous savons que les organismes humanitaires internationaux agissent rapidement et nous espérons qu'ils fourniront cette aide à la population.

La section régionale de CGLU ASPAC et la Task Force de CGLU pour la prévention et la gestion territoriale des crises, présidée par la Ville de Genève, ont décidé de lancer un appel international aux autorités locales à travers CGLU.

Les principales ambitions de la Task Force de CGLU sont de fournir une plateforme pour la gestion des catastrophes par les collectivités locales afin d'utiliser à bon escient les leçons apprises et de fournir un soutien technique de plus en plus articulé dans les situations de crise. Notre objectif est d'améliorer et d'accroître la disponibilité de l'expertise des gouvernements locaux pour les municipalités touchées par les catastrophes. Nous visons également à souligner et à promouvoir le rôle crucial des gouvernements locaux dans les négociations internationales concernant la gestion des catastrophes.

Le défi pour les collectivités locales touchées est et sera, en termes de réponse immédiate et à plus

long terme, de (re)prendre le contrôle dans la situation de (post-)catastrophe, d'assurer à nouveau la fourniture des services essentiels et de devenir un acteur majeur dans la réponse et la reconstruction suite à une catastrophe.

Nous souhaiterions vous proposer de vous joindre à cet appel international à la solidarité avec l'Indonésie. Toutes les activités seront décidées collectivement et en fonction des besoins qui seront évalués grâce aux partenaires de CGLU sur place. Nous souhaiterions tirer parti de nos ressources communes afin d'entreprendre un effort coordonné à l'échelle mondiale dans le but d'aider les villes touchées par le tsunami à une reconstruction meilleure et plus résiliente. C'est pourquoi nous ne pouvons pas attendre que des donateurs internationaux se joignent à nous. Nous devons d'abord agir et demander ensuite un soutien additionnel.

Notre action consistera en une réponse internationale à la crise - le premier projet d'aide de municipalités à municipalités de CGLU. Nous devons en faire un exemple pour montrer que les autorités locales peuvent être soutenues par des autorités locales dans la reconstruction d'institutions résilientes.

Pour l'instant, l'association française des collectivités locales a lancé un appel à la solidarité entre ses membres. **Les fonds récoltés seront placés dans un seul fonds de CGLU.** Un comité de pilotage composé de donateurs sera créé afin de décider des activités à mettre en place.

Toutes les activités promues seront mises en œuvre pour aider les villes à se relever. Nous mettrons tous nos efforts et convaincrons aussi d'autres donateurs de nous rejoindre. Nous voulons reconstruire un territoire pour qu'il soit résilient. Nous voulons donner aux autorités locales les capacités d'atténuer les risques pour protéger leur population en prévenant les gens à temps et en les évacuant plus rapidement dans un endroit sûr.

La Task Force de CGLU et l'ASPAC ont ouvert un compte spécifique pour faciliter la collecte de fonds. Nous pouvons également ouvrir un compte spécifique pour vous. Le plus important est de se joindre à cet effort et d'apporter une action coordonnée.

Pour plus d'informations, et pour participer à cette initiative, vous pouvez contacter M. Simoné Giovetti, Responsable de Mission Internationale et Européenne auprès de Cités Unies France (+33 1 53 41 41 81 87 / s.giovetti@cites-unies-france.org) ou M. Helmi Abidin, Coordinateur de la Réduction des risques de catastrophes / résilience auprès de CGLU - ASPAC (+62 21 389 01 801 / drr.coordinator@uclg-aspac.org).

En espérant que vous pourrez vous joindre à cet appel international à la solidarité de CGLU pour soutenir les autorités locales indonésiennes touchées par le récent tsunami, je vous prie d'agrèer, Madame, Monsieur, chères et chers collègues, mes salutations distinguées.

Ms. Sandrine Salerno

Vice - Maire, ville de Genève

Présidente de la Task Force de CGLU pour la prévention et la gestion territoriale des crises